

<https://www.snetap-fsu.fr/La-securite-des-chantiers-pedagogiques-dans-l-enseignement-agricole-et-maritime.html>



La sécurité des chantiers pédagogiques dans l'enseignement agricole et maritime : une priorité !

- Pédagogie - Autres dossiers pédagogie -
Date de mise en ligne : lundi 29 juin 2026

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Le secteur Pédagogie et Vie Scolaire du SNETAP-FSU a réuni un groupe de travail le jeudi 25 juin 2026 en mode hybride sur la question de la sécurité des chantiers pédagogiques dans l'enseignement agricole et maritime. L'objectif était de dresser un bilan de l'enquête lancée fin janvier 2026 à destination des enseignant-es intervenant sur les TP des diplômés du secteur de l'aménagement, de faire un état des lieux au niveau national et régional et de conforter la mise en œuvre des mandats pris lors de notre Congrès national de Brie en mars dernier sur cette question.

I. Des résultats d'enquête représentatifs de la situation

Un état des lieux national de la sécurité sur les chantiers pédagogiques confirme les manquements importants en termes d'encadrement et d'équipement sur de trop nombreux établissements.

Avec 117 réponses à notre enquête, la participation est très forte et les résultats représentatifs de la situation dans les établissements.

De plus, 32 % des réponses sont issues de personnels de la filière des travaux paysagers et aménagement, 33 % de la filière environnement et 22 % de la filière forestière (le reste est non exprimé). Il y a donc une répartition intéressante sur l'ensemble du secteur.

En revanche la répartition régionale est très déséquilibrée. Trois régions ont principalement répondu : Bourgogne Franche Comté, Nouvelle Aquitaine et Occitanie.

Une forte responsabilisation individuelle

Il ressort de cette enquête une forte responsabilisation individuelle des enseignant-es et formateur-ices puisque 55 % d'entre eux-elles déclarent "se débrouiller" seul-es pour trouver et gérer les chantiers sans reconnaissance dans le service.

De même, 45 % indiquent aussi gérer seul-es le suivi du matériel sans prise en compte du temps de travail associé.

Ces réponses démontrent une surcharge de travail (travail invisible) pour la préparation des chantiers, le suivi logistique, la maintenance du matériel, la rédaction et le suivi des conventions administratives, le transport, la sécurité ...

Un déficit important de moyens et d'application des règles de sécurité

Seulement 19 % des enseignant-es estiment que tous les points réglementaires sont appliqués et 45 % d'entre eux-elles répondent explicitement que non, les points réglementaires ne sont pas appliqués.

Les insuffisances récurrentes par rapport aux textes réglementaires concernent : absence de fiche chantier, insuffisance de formation [SST](#), manque de moyens de communication, manque d'eau potable, signalisation incomplète et absence d'abri météo.

Selon les enseignant-es, ces manques ou difficultés sont principalement dus à une méconnaissance de la réglementation (30 %), un manque de financements régionaux (22 %) et un manque de moyens humains.

Des EPI présents mais insuffisants

Pour les élèves, seulement 45 % d'entre eux-elles disposent d'EPI catégorie III (normalement en vigueur sur la plupart des chantiers de bûcheronnage). 29 % des élèves utilisent des EPI collectifs partagés.

Pour les personnels, seulement 43 % des encadrant-es disposent d'EPI catégorie III. 23 % financent eux-mêmes leurs équipements et 43 % estiment que la quantité d'EPI ne permet pas un lavage et un séchage corrects.

Dans 52 % des cas, ce sont les enseignant-es/formateur-ices qui lavent et entretiennent eux-mêmes leurs EPI.

Les taux d'encadrement sont jugés insuffisants et un sentiment de risque professionnel est très présent dans les équipes

Les résultats montrent une inquiétude très marquée car 50 % considèrent les taux officiels d'encadrement insuffisants et potentiellement dangereux.

47 % jugent les volumes horaires de TPR insuffisants pour une formation de qualité et seulement 15 % indiquent que les taux d'encadrement sont renforcés pour tenir compte de la dangerosité des travaux.

Les personnels évoquent des groupes trop nombreux, des travaux dangereux encadrés par un-e seul-e enseignant-e ou des négociations permanentes avec les directions pour obtenir des moyens supplémentaires.

Le secourisme et la prévention sont toujours incomplets

31 % des enseignant-es répondent explicitement qu'ils-elles ne sont pas formé-es au SST et dans seulement 23 % des établissements tou-tes les encadrant-es sont formé-es au SST.

Les freins sont le manque de moyens financiers, le manque de formateur-rices agré-és ou le refus ou l'absence de priorisation institutionnelle.

Les transports et la logistique sont souvent inadaptés

47 % utilisent des minibus 9 places pour les déplacements et 32 % estiment que les véhicules ne sont pas adaptés au contexte forestier.

Dans 53 % des cas, ce sont les enseignant-es eux-mêmes qui conduisent les véhicules.

Le sentiment des personnels est que la logistique repose largement sur les équipes pédagogiques.

En conclusion

Les enjeux majeurs sur lesquels nous allons devoir travailler rapidement sont :

- la nécessité d'un renforcement des moyens humains,
- un texte réglementaire national indiquant les taux d'encadrement de TP et TPR,
- une amélioration des équipements des personnels et des EPI,
- une meilleure reconnaissance du temps de préparation / logistique,
- une harmonisation de la sécurité sur les chantiers pédagogiques au niveau national,
- un plan d'investissement sur les questions de sécurité sur les chantiers pédagogiques.

II. Notre plan d'action 2026-2027

Un courrier avec les conclusions de l'enquête et une sollicitation de rencontre sera adressé prochainement à la [DGER](#) (avec en copie l'Inspecteur SST et l'Inspection de l'Enseignement Agricole) .

Un nouveau groupe de travail interne sera reprogrammé à l'automne prochain.